

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 22/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

DALKIA

Acticampus 4 - 40 rue James Watt
37200 Tours

Références : VAT20230714
Code AIOT : 0010000670

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement DALKIA implanté RUE CHARLES GERHARDT LA RABIERE 37300 Joué-lès-Tours. L'inspection a été annoncée le 02/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DALKIA
- RUE CHARLES GERHARDT LA RABIERE 37300 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000670
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La chaufferie Rabièrre est une installation composée de deux chaudières gaz/FOD et de 5 moteurs de cogénération au gaz. Ses activités sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/10/1998.

Depuis les travaux réalisés sur le site en 2017, l'établissement relève du régime de l'enregistrement

pour la rubrique 2910-A-2 de la nomenclature des installations classées avec une puissance thermique totale de 44,47 MW PCI.

L'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales (AMPG) applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique à l'établissement.

Cet établissement n'est plus soumis à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED, car la puissance thermique nominale totale est inférieure au seuil fixé à 50 MW et ne relève plus de la rubrique 3110 « Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite précédente du 26/05/2020,
- rejets atmosphériques,
- prévention des risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	NC3 VI 26052020 – Vitesse d'éjection	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 55	Sans objet
6	Surveillance en continu des rejets atmosphériques-2	Arrêté Préfectoral du 30/10/2008, article 2.3	Sans objet
8	Surveillance ponctuelle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/10/2008, article 2.3 I	Sans objet
10	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	Sans objet
11	Etat des stocks de produits dangereux.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	Sans objet
13	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24	Sans objet
15	Alimentation en combustible de l'unité de cogénération	Arrêté Préfectoral du 14/06/2001, article Art 1er II 2. 66.1 d)	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 21/11/2023, article L. 512-7	Sans objet
2	NC1 VI 26052020 – Conduits d'évacuation des effluents atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/10/2008, article 2.2.1	Sans objet
3	NC2 VI 26052020 – Rejets des moteurs	Arrêté Préfectoral du 30/10/2008, article 2.2.2	Sans objet
5	Demande 2 VI 26052020 – Surveillance en continu des rejets	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 79	Sans objet
7	Surveillance en continu des rejets atmosphériques-3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78	Sans objet
9	VLE rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Arrêté Préfectoral du 13/01/2014	Sans objet
14	Systèmes de détection de gaz et extinction automatique.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/11/2023, article L. 512-7
Thème(s) : Situation administrative, Classement de l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect identifié.</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans le cadre du rapport de visite du 26/05/2020, citant l'instruction du PAC du 27/05/2019 et des compléments par courriels du 9 et 18/06/2020, l'inspection avait conclu que l'établissement relevait désormais du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2910-A-2 de la nomenclature des installations classées avec une puissance thermique totale de 44,47 MW PCI. Ainsi, l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales (AMPG) applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique à l'établissement.</p> <p>Cette conclusion était basée sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une fonctionnalité visant à limiter la puissance de la chaudière 2 a été mise en place le 30/10/2019; elle est pilotée par l'automate principal de la chaufferie qui communique à l'automate de la CH2 via la communication informatique existante • l'exploitant indique ne pas pouvoir fonctionner en mode manuel • l'historique des puissances engagées est consultable à tout instant sur site (suivi journalier donnant traçabilité du non dépassement du seuil des 50 MW) <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le suivi des puissances engagées et le respect de la puissance maximale de 50 MW. Le fichier "Simulation des puissances engagées à la Rabière" n'est plus utilisé depuis 2021.</p> <p>Cependant, un suivi mensuel des puissances engagées sur le réseau en MWh est assuré, et l'exploitant indique que la puissance engagée ne dépasse jamais 43,35 MW PCI. Compte-tenu que le contrat d'obligation d'achat de l'électricité produite par la cogénération est arrivé à son terme en 2023, l'exploitant a indiqué que dorénavant il n'engage au maximum que 3 moteurs de cogénération. L'exploitant a indiqué que dorénavant la puissance maximale de l'installation est atteinte lors d'un engagement de la chaudière 1 (16,67 MW PCI) à 100%, de la chaudière 2 (15 MW PCI) à 66%, et d'au maximum 3 moteurs de cogénération sur 5 (3 x 5,56 MW PCI) en cas de pic de besoin (pour illustration, 3 moteurs ont fonctionné pendant 3 mois à l'hiver 2023). L'installation est utilisée en appoint de la chaudière biomasse située sur le même réseau.</p> <p>L'exploitant pourra utilement compléter le porter à connaissance transmis en 2019 afin de prendre en compte ces évolutions qui ne remettent pas en cause le classement de l'installation de combustion sous le régime de l'enregistrement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2008, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ces dispositions est interdit.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.</p> <p>La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p> <p>La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect identifié.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Constat du 26/11/2018:</u> Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques des chaudières ne sont pas aménagés de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère, ni à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p> <p><u>Constat du 26/05/2020 :</u> Concernant la sécurisation de l'accès aux points de mesures des rejets atmosphériques, l'exploitant a transmis par courriel du 02/06/2020 le bon de commande n°4756070 du 02/06/2020 relatif à l'aménagement de l'échelle à crinoline. Dans l'attente de la justification de la réalisation des travaux, la non-conformité est maintenue sur ce point.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence de l'échelle à crinoline. La vérification de cet équipement de sécurité est intégrée dans le plan de maintenance, et réalisée tous les ans. La dernière vérification a eu lieu le 11/04/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : NC2 VI 26052020 – Rejets des moteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2008, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets issus des générateurs doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,325 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O ₂ , précisée dans le tableau ci-dessous.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : <u>Constat du 26/05/2020</u> : La mesure du paramètre Formaldéhyde n'a pas été réalisée sur les rejets atmosphériques des moteurs Consultation du dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques des moteurs (contrôle du 02/01/2023): la mesure du paramètre Formaldéhyde a été réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : NC3 VI 26052020 – Vitesse d'éjection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 55
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : A. Turbines et moteurs : La vitesse d'éjection des gaz de combustion « en marche continue maximale » est au moins égale à 25 m/s si la puissance de l'installation est supérieure à 2 MW, et à 15 m/s sinon. B. Autres appareils de combustion : La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche nominale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m ³ /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m ³ /h.
Constats : La vitesse d'éjection mesurée à 4,5 m/s sur les rejets atmosphériques de la chaudière 1 est inférieure à la vitesse minimale prescrite de 8 m/s. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la vitesse d'éjection minimale des gaz des moteurs est respectée.
Observations : <u>Constat du 26/05/2020</u> : La vitesse d'éjection mesurée à 24 m/s en sortie du point des rejets atmosphériques des moteurs de cogénération est inférieure à la vitesse minimale prescrite de 25 m/s. Consultation du rapport relatif au contrôle des rejets atmosphériques du 02/01/2023: <ul style="list-style-type: none">• vitesse mesurée sur les rejets des moteurs de cogénération: 12,8 m/s• vitesse mesurée sur les rejets de la chaudière 1: 4,5 m/s pour un débit de 7 200 m³/h• vitesse mesurée sur les rejets de la chaudière 2: 9,9 m/s pour un débit de 30 200 m³/h Le bureau de contrôle indique pour les moteurs de cogénération que la comparaison à la vitesse d'éjection prescrite n'a pas été réalisée car celle-ci n'est applicable que lorsque l'installation fonctionne à 100%, alors que lors de la mesure, seulement 3 moteurs sur 5 étaient en fonctionnement. Effectivement, la prescription n'est applicable que « en marche continue

<p>maximale ». Cependant cette condition est applicable pour chaque moteur. Ainsi, lorsque les 3 moteurs fonctionnent en marche continue maximale, la vitesse d'éjection minimale à respecter est de 25 m/s. Le bureau de contrôle ne spécifiant pas cette information dans son rapport, l'exploitant ne sait pas justifier s'il respecte cette prescription.</p> <p>Pour la chaudière 1, il est précisé que la comparaison à la vitesse d'éjection prescrite n'a pas été réalisée car un seul axe possible à explorer pour la mesure de débit, de plus la chaudière est régulée en fonction de la demande énergétique, aussi il est impossible d'avoir un fonctionnement stable pendant 1h30 de mesure.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 5 : Demande 2 VI 26052020 – Surveillance en continu des rejets atmosphériques 1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 79</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux sont mesurées en continu.</p> <p>La mesure en continu n'est pas exigée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils de combustion ne faisant l'objet d'aucune mesure en continu ; - pour la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux lorsque les gaz résiduaux échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions ;
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect identifié.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Constat du 26/05/2020</u> : L'exploitant précise si les gaz résiduaux échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.</p> <p>La vérification de la console de gestion de la chaufferie permet de constater, pour la chaudière 1 en fonctionnement lors de la visite, que la teneur en O₂, la température et la pression en vapeur d'eau dans les gaz résiduaux sont mesurées en continu.</p> <p>La teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux n'est pas mesurée en continu.</p> <p>Cependant, d'après l'AST réalisée par l'APAVE le 08/04/22, les analyseurs présents sur chacun des 3 conduits (chaudière 1, chaudière 2 et moteurs de cogénération) sont équipés d'une ligne de prélèvement chauffée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Surveillance en continu des rejets atmosphériques-2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2008, article 2.3/ Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 30/10/2008, article 2.3 Les appareils de mesure en continu sont certifiés QAL 1 selon la norme NF EN 14 181. L'exploitant doit réaliser la première procédure QAL 2 de leurs appareils de mesure en continu selon cette norme avant le 06 novembre 2009. De plus, il doit réaliser la procédure QAL 3. Enfin, il fait réaliser un test annuel de surveillance pour chaque appareil de mesure en continu. [...] Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83 I. Les appareils de mesure en continu « sont exploités en appliquant les dispositions des » normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. « Les exploitants appliquent en particulier » les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST). « Les performances des appareils de mesure sont évaluées selon la procédure QAL 1 et les appareils sont choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL 2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlées périodiquement par les procédures QAL 3 et AST. » [...]
Constats : L'exploitant ne réalise pas de procédure QAL3.
Observations : Consultation des documents suivants: <ul style="list-style-type: none">• rapport QAL1 du MCERTS relatif aux analyseurs ULTRAMAT 23, valide à la date de l'installation des appareils,• rapport de l'APAVE du 10/01/23 relatif à l'AST menée le 08/04/22, concluant qu'au sens de la norme NF EN 14-181 et du fascicule FD X 43-132, les analyseurs sont conformes• certificat d'ajustage réalisé par ENVEA le 10/11/23 concluant que l'étalonnage est conforme sur les gaz NO, CO, O2 et SO2. L'exploitant ne réalise pas de procédure QAL3.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Surveillance en continu des rejets atmosphériques-3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : I. Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW la concentration en SO ₂ , en NO _x , en poussières et en CO dans les gaz résiduaire est mesurée en continu. II. La mesure en continu du SO ₂ n'est pas obligatoire dans les cas suivants :[...] - pour les turbines et moteurs. Dans ces cas : - une mesure semestrielle est effectuée [...]
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : La concentration en SO ₂ , en NO _x , en poussières et en CO dans les gaz résiduaire est mesurée en continu sur les conduits de la chaudière 1, de la chaudière 2 et des moteurs de cogénération.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance ponctuelle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2008, article 2.3 I
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, sous sa responsabilité et à ses frais, une fois par an, une mesure des polluants visés aux articles 2.2.2 et 2.2.4
Constats : Absence de mesure annuelle des rejets des moteurs en 2022.
Observations : Consultation des rapports relatifs aux contrôles des rejets atmosphériques suivants : <ul style="list-style-type: none">• contrôle du 08/04/22 (DEKRA) : mesures des paramètres vitesse, O₂, CO, NOx sur les rejets des deux chaudières fonctionnant au gaz,• contrôle du 02/01/23 (APAVE) : mesures des paramètres vitesse, O₂, CO, NOx sur les rejets des deux chaudières fonctionnant au gaz, et des moteurs de cogénération, plus mesure du formaldéhyde pour les moteurs. Rappelons que conformément à l'article 2.1.3 de l'AP du 13/01/2014, si le combustible consommé est exclusivement du gaz naturel ou du GPL, les exigences relatives à la surveillance des émissions de SO ₂ , de métaux toxiques, de HAP, de COV et de poussières ne s'appliquent pas.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : VLE rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018 Art.58la), Art. 60 et Art. 62 , Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, Art. 2.1.1 et 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'installation est régie à la fois par l'Arrêté préfectoral du 13/01/2014 et par l'Arrêté ministériel du 03/08/2018. Pour chaque polluant émis dans les rejets atmosphériques, la valeur limite d'émission la plus contraignante entre ces deux textes doit être retenue. Une synthèse est présentée dans le tableau suivant :

Moteurs au GN

En (mg/Nm3)	VLE AP 13/01/2014	VLE AMPG 03/08/2018
Poussières	14	Non applicable
SO2	27	-
NOx	350	130
CO	270	-
COVNM	150	Non applicable
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	20 si > 25 g/h	Non applicable
HAP	0,1 si > 0,5 g/h	Non applicable
Formaldéhyde	-	15

Vitesse éjection Art.
72 de l'AP du
26/10/1998

25 m/s

25 m/s

Chaudières GN

En (mg/Nm3)	VLE AP	VLE AMPG
Poussières	5	-
SO2	27	-
NOx	150	120
CO	100	-
COVNM	-	-
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	-	-
HAP	-	-
Formaldéhyde	-	-

Vitesse éjection Art.
58 de l'AP du
26/10/1998

9 m/s

8 m/s

Chaudières FOD

En (mg/Nm3)	VLE AP	VLE AMPG
Poussières	30	-
SO2	1700	-
NOx	450	150
CO	50	-
HAP	-	0,1
COVNM	-	50
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	-	-
Formaldéhyde	-	-

Vitesse
éjection Art. 58
de l'AP du
26/10/1998

9 m/s

8 m/s

Applicable

Non applicable

Gras

VLE la plus contraignante

Constats :

Pas de non-respect identifié.

Observations :

Consultation des rapports relatifs aux contrôles des rejets atmosphériques de 2022 et 2023 (cf. PDC N°8). Les VLE prises en compte sont correctes dans le rapport de 2023, mais une erreur apparait dans le rapport de 2022 (VLE NOx considérée à 100 au lieu de 120 mg/Nm3/h). Aucun dépassement n'est identifié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : Absence de plan des installations indiquant les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Absence de signalisation adaptée sur les zones ATEX suivantes : 2,11m autour des événements en façade du local chaufferie et postes de coupure gaz en toiture du local cogénération.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Etat des stocks de produits dangereux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. « Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux. » L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours
Constats : Absence d'étiquetage sur le réservoir de fioul domestique indiquant le nom du produit et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : 1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; 2. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 15 ; 3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; 4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.
Constats : L'exploitant ne peut justifier qu'il dispose d'un poteau incendie délivrant 60 m³/h pendant 2 heures à moins de 100 m.
Observations : L'exploitant ne dispose pas de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 15. Absence de justification du débit disponible sur le poteau incendie à l'entrée du site, remplacé après 2018. Présence d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation (bâtiment cogénération et bâtiment chaufferie). Consultation des rapports de vérification des extincteurs: intervention du 02/05/2023 - précédente le 18/02/2022. Tous les appareils sont en bon état. Les dates de vérifications sont indiquées sur les extincteurs vérifiés par sondage dans le local chaufferie (3 appareils).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.
Constats : Absence de suivi des observations des rapports de vérification électrique. L'exploitant ne peut donc justifier que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées.
Observations : Consultation des rapports d'intervention de la société APAVE du 24/10/2023: 16 observations pour la chaufferie (dont une nouvelle), 21 observations pour les bureaux (dont une nouvelle), 24 observations pour le local cogénération. Depuis 2023, les observations sont reportées dans la plateforme TISS de façon à suivre leur traitement individuellement. Auparavant, l'exploitant n'avait pas mis en place de suivi de la levée des observations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 14 : Systèmes de détection de gaz et extinction automatique.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : <p>I. Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 15 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection adapté aux risques dont les détecteurs de gaz, de fumées et/ou d'incendie sont judicieusement positionnés.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et définit les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Les dispositifs de détection déclenchent une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, selon une procédure préétablie, permettant d'alerter la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations. Ces dispositifs coupent l'arrivée du combustible et interrompent l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 23. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>II. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : <p>Visualisation de la présence de détecteurs de gaz au-dessus des brûleurs et des soupapes des chaudières.</p> <p>Visualisation de détecteurs de gaz sur chaque moteur de cogénération. Un plan de localisation de ces détecteurs est affiché à l'entrée du local cogénération.</p> <p>Rapports de vérification consultés:</p> <ul style="list-style-type: none">- chaufferie (contrôle par DETEX du 02/05/23) :5 capteurs en bon état- cogénération: (contrôle par DETEX du 02/05/23) :10 capteurs en bon état- rapport d'intervention de SSI Services du 12/05/2023:remplacement des 10 capteurs-rapport DETEX du 25/10/2023 pour chaufferie et cogénération : bon état
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Alimentation en combustible de l'unité de cogénération

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2001, article Art 1er II 2. 66.1 d)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans les espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, températures excessives ..) et repérées par les couleurs normalisées.</p> <p>Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans les consignes d'exploitation, doit être placé :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. <p>Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques ① redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz ② et un pressostat ③. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>① vanne automatique: Cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.</p> <p>② capteurs de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs)</p> <p>③ pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La position ouverte ou fermée des vannes automatiques pour la coupure de l'alimentation en gaz n'est pas clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p>
<p>Observations :</p> <p>Visualisation des éléments de sécurité suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">• dispositif de coupure de l'alimentation en fioul sur le mur à gauche de l'entrée du local chaufferie, clairement signalé, il est également localisé sur le plan d'évacuation affiché à l'entrée du local chaufferie; sa manipulation est précisée dans les consignes de sécurité affichées au mur intérieur du local• vannes automatiques redondantes pour la coupure de l'alimentation en gaz, situées en toiture du bâtiment cogénération; ces vannes sont équipées chacune d'un capteur de détection de gaz et d'un pressostat. L'exploitant pourrait utilement afficher la position ouverte ou fermée de ces organes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites